

Le 14 juin, et après...



unis et en grève jusqu'au retrait !

Lutte des classes

Grève Générale pour
en finir avec cette
politique

PAGE 4

Jeunesse

GSI jeunes : notre bilan
d'étape et nos
perspectives

PAGE 8

International

Amérique Latine :
la crise des gouvernements
"progressistes"

PAGE 10

L' Union européenne et le gouvernement à la croisée des chemins...

La coupe d'Europe ne nous fera pas oublier que le mois de juin risque d'être fatal pour le gouvernement, et sa politique. La crise économique s'aggrave et oblige les gouvernements de l'UE à mener des attaques simultanées contre les travailleurs et les jeunes, provoquant en réaction des mobilisations et des grèves dans toute l'Europe. Nombreux sont les pays (Allemagne, Italie, Espagne, Grèce...) qui ont connu ou connaissent une destruction systématique du droit du travail.

Ainsi, en ce moment, les travailleurs de Belgique se mobilisent contre un dynamitage des services publics et contre les 10 mesures, l'équivalent de la loi El Khomri, que le gouvernement C. Michel est prêt à imposer dès janvier 2017.



La résistance des travailleurs et des jeunes se généralise dans toute l'Europe et la situation française, n'en doutons pas, aura un impact positif – pour le Brexit – sur le referendum du 23 juin sur le maintien ou non du Royaume-Uni au sein de l'Union Européenne. En effet, nombreux sont les travailleurs d'Europe qui ont compris que le rejet de la flexibilisation du marché du travail, de la loi El Khomri, implique aussi le rejet de l'U.E. capitaliste.

M. J.-C. Junker, Président de la Commission européenne n'a t-il pas déclaré : « *La réforme du droit du travail, voulue et imposée par le gouvernement Valls, est le minimum de ce qu'il faut faire* », ne cachant pas que son modèle c'est ce qui est imposé en Grèce⁽¹⁾.



C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la politique des bureaucraties syndicales et en particulier de Martinez qui appelle le gouvernement à reprendre les négociations. Pourtant il n'y a rien à négocier avec ce gouvernement de combat contre les travailleurs, qui veut faire payer la crise et la dette à la population laborieuse.

La date de manifestation nationale unitaire à Paris le 14 Juin a été imposée par les bases contre la volonté de l'intersyndicale qui fait tout pour émettre, diviser les forces ! Depuis des mois, les bureaucrates de l'intersyndicale ne manquent pas d'imagination pour repousser – tout en l'évoquant devant les bases – la grève générale.

Alors que pour nous tous, il s'agit de centraliser la lutte en cours pour lui donner un nouveau souffle, et peser dans la bataille de tranchée déjà engagée contre les directions syndicales bureaucratiques, pour avancer vers la grève générale; c'est pourquoi nous devons tout faire pour assurer le succès de cette manifestation nationale.

C'est dans cette perspective que s'inscrit l'appel de l'UIT-QI à manifester devant les ambassades et consulats français ! Il s'agit d'ouvrir une perspective de mobilisation internationaliste, car la lutte que nous menons aujourd'hui en France, est aussi celle de tous les travailleurs et jeunes d'Europe !

L'UE est au bord de l'implosion, le PS bourgeois est fracturé et affaibli, le gouvernement est divisé, minoritaire et usé jusqu'à la corde par ces derniers mois de résistance contre l'état d'urgence et la loi El Khomri.

En fait, ce gouvernement ne tient que grâce au soutien des bureaucraties syndicales, qui depuis 3 mois se sont vu imposer par les travailleurs le mot d'ordre de « retrait total », voilà pourquoi nous disons que la victoire est possible !

Tous unis et en grève le 14 juin et après pour le retrait total de la loi El Khomri !

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste - Section Française de l'Unité Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (GSI-UITQI)
publié par l'association loi 1901 APLIDO c/o AGECA service boîte postale 177, rue de Charonne 75011 Paris (adresse pour toute correspondance)
Courrier électronique (E-mail) : contact@gsi-uitqi.org
Site Web : <http://www.gsi-uitqi.org/>
Clôture rédactionnelle le lundi 7 juin 2016 - Directeur de la publication : Mathieu DEMARET - Infographie : Julinho
Dépôt légal à la parution : ISSN N° 2268 - 0705
Imprimé par COREP - 89 Rue de Tolbiac 75013 Paris - France

1. Les Échos, 29-30/04/2016

Revue de Presse Sociale

« La lutte de classe est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu » K. Marx

Par Mathieu

Rien n'y fait. Le gouvernement français a beau réprimer les manifestants, a beau invoquer le début de l'Euro de Football, les médias aux mains des grands groupes capitalistes ont beau véhiculer des mensonges à longueur de journée sur leurs antennes, les directions confédérales syndicales liées au PS ont beau manœuvrer pour diviser et démoraliser les travailleurs, ces derniers et les jeunes restent plus que jamais déterminés à obtenir le retrait pur et simple sans négociation du projet de loi El Khomri.

Le gouvernement – minoritaire comme jamais – et la bourgeoisie sont désespérés, et ils ont raison : la peur est en train de changer de camp, la victoire est possible pour la classe ouvrière. Il est possible d'imposer un coup d'arrêt à la politique anti-ouvrière du gouvernement et de l'Union Européenne.

Au cours du mois de mai, la mobilisation contre la loi travail s'est passablement durcie et élargie à de nouveaux secteurs. Il y a bien sûr les secteurs qui sont à la pointe de la contestation : cheminots, travailleurs des raffineries, travailleurs des centrales nucléaires, transports en commun (à la RATP et dans plusieurs autres villes) et il y a ceux qui peu à peu entrent dans la lutte : éboueurs, métallurgistes, travailleurs du commerce.

Le mois de mai a été ponctué par plusieurs journées de manifestations et de grève. Les jeudis 12, 19 et 26 mai, ainsi que le 2 juin ce sont des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes qui ont défilé dans les rues des villes en France.

À Paris, il y a toujours entre 50 000 et 100 000

personnes. En Normandie, qui est à la pointe de la mobilisation, ce sont des dizaines des milliers de



personnes qui défilent dans les rues du Havre, de Rouen, de Caen chaque semaine.

Malgré les interdictions de manifester à Nantes et à Rennes prononcées par les préfets, des milliers de personnes ont défilé à plusieurs reprises dans ces deux villes bretonnes. À Saint-Nazaire, plusieurs manifestations ont réuni plus de 10 000 personnes. Les manifestations ont également été importantes à Marseille et dans le Nord de la France.



Ces manifestations sont également accompagnées de mise en place de barrages et d'occupations de sites industriels. Et c'est une des caractéristiques de la mobilisation depuis le mois de mai : désormais, on voit clairement l'entrée en scène du mouvement ouvrier.

Les Ports du Havre, de Saint-Nazaire, de Marseille, les axes routiers, les zones industrielles, les gares,

les aéroports ont été largement touchés par des débrayages réunissant des milliers de travailleurs.

Le 7 juin, plusieurs milliers de travailleurs de l'aéroport de Roissy ont bloqué les accès aux terminaux 2E et 2F. Chaque jour, ce sont des dizaines des piquets de grève qui sont mis en place à la porte d'usines, d'entreprises, d'entrepôts.

Dans un décompte non exhaustif, le CGT Nord a dénombré, pour le 26 mai, plus

milliers de travailleurs qui ont cessé le travail pour s'opposer à la loi El Khomri. La grève touche également des secteurs dits stratégiques. 6 Raffineries sur 8 sont en grève depuis la fin du mois de mai.

Les 19 centrales nucléaires ont connu des arrêts de travail, contraignant à l'importation d'électricité (les agents d'EDF ont également passé des millions d'usager en heures creuses).

À la SNCF, plus de 50 % des roulants (conducteurs et contrôleurs) sont en grève depuis la fin du mois de mai malgré la pression du gouvernement et les attermolements de la direction fédérale de la CGT Cheminots, qui s'en remet aux Assemblées Générales au lieu d'appeler clairement à la poursuite de la grève jusqu'à satisfaction des revendications.

Désormais, un nouveau front s'est ouvert : celui des éboueurs et des travailleurs des centres de traitement des déchets qui sont massivement en grève notamment dans les villes de Paris, Lyon, Marseille. D'autres secteurs risquent d'entrer prochainement dans le mouvement : les pilotes d'Air France contre la baisse de leur salaire et contre l'augmentation des cadences, les travailleurs de météo France contre les coupes budgétaires.

Signalons aussi que 4 organisations de la CGT (CGT Info'com, CGT Air France, CGT Goodyear, CGT SIP (imprimerie)) ont lancé une caisse de grève, renouant ainsi avec les traditions du mouvement ouvrier, qui a recueilli plus de 250 000 euros en l'espace d'une semaine. De cette somme, 50 000 euros vont d'ores et déjà être reversés aux travailleurs des raffineries en grève, et 15 000 aux cheminots du dépôt de Versailles.

de 600 appels à la grève, certains, illimités, dans le secteur de l'agro-alimentaire, 400 dans la métallurgie, 60 dans la chimie, ainsi que dans la logistique (Amazon), à la poste, dans la grande distribution etc.

Ainsi, chez PSA et chez Amazon, ce sont des

La portée de la lutte que mènent actuellement les travailleurs de France dépasse le cadre hexagonal. Le fait d'imposer la destruction du code du travail à la classe ouvrière de ce pays, est stratégique non seulement pour la bourgeoisie française, mais également pour l'ensemble des bourgeoisies du continent en guerre contre les travailleurs dans chacun des pays. D'ailleurs, le président de la Commission Européenne, Jean-Claude Juncker s'est empressé d'apporter son soutien entier au projet de loi El Khomri.

Si les capitalistes ont conscience qu'il faut mener une offensive d'ensemble contre les travailleurs pour faire payer à ces derniers la crise de leur système, les travailleurs du continent, quant à eux, savent également qu'il faut mener ensemble la lutte contre ces politiques anti-ouvrières coordonnées au sein de l'Union Européenne.

N'oublions pas que la loi El Khomri a été inspirée par les mesures prises par le gouvernement espagnol de M. Rajoy qui a profondément déréglementé les protections collectives des travailleurs espagnols, entraînant une baisse moyenne des salaires de 200 euros.



Piquet de Grève contre la loi Travail devant le métro de Toulouse

La loi El Khomri est également semblable aux Job Acts de l'Italien M. Renzi et s'inscrit dans la même logique que les contre-réformes dites Hartz IV prises en Allemagne, il y a plus de 10 ans, et qui ont entraîné une baisse des salaires

dans ce pays. Ce n'est donc pas un hasard si de nombreux syndicats d'Europe et du monde ont envoyé des messages de soutien à la classe ouvrière actuellement mobilisée en France.

En 1996, un certain Christian Morrison, alors au service de l'OCDE, avait

préconisé de ne pas mener des politiques d'ajustement structurel – c'est-à-dire les contre-réformes capitalistes pour le démantèlement des conquêtes ouvrières – au même rythme dans des pays voisins, ayant des histoires

communes, afin d'éviter la possible jonction entre les mobilisations de ces travailleurs.

Or c'est précisément ce qui pourrait se passer entre les travailleurs de France et ceux de Belgique. Dans ce pays, le gouvernement a décidé de remettre en cause le code travail (Loi Peeters) : le 26 mai, 60 000 personnes ont manifesté à Bruxelles contre ce projet de loi.

Cette manifestation avait été précédée par une grève surprise qui a massivement touché la SNCB, les chemins de fer belges, pendant près de 10 jours. Le 9 juin, la CGT du Nord et la FGTB (Belgique) organisait un rassemblement commun à la frontière franco-belge pour exiger aussi bien le retrait de la loi El Khomri en France que de la loi Peeters en Belgique. Unité de la classe ouvrière ! En France comme en Europe, la victoire est possible !

Grève générale pour en finir avec cette politique !

Déclaration du GSI à l'occasion de la manifestation nationale du 14 juin 2016

Qui veut la « loi El Khomri » ? Les capitalistes, les gouvernements à leur service qui se sont succédé depuis plusieurs décennies à la tête des pays membres de l'Union Européenne. Ensemble ils ont concocté un programme de contre-réformes que la Commission de Bruxelles orchestre avec zèle et détermination.

C'est pourquoi M. J.-C. Juncker, Président de la Commission, ancien Premier ministre du Grand Duché de Luxembourg, s'est laissé aller à affirmer sans ambages : « La réforme du droit du travail, voulue et imposée par le gouvernement Valls, est le

minimum de ce qu'il faut faire. », ne cachant pas que son modèle c'est ce qui est imposé en Grèce (Les Échos ; 29-30/04/2016).

La « loi El Khomri » : un minimum ?

« Le minimum » ? Car cette politique brutale est impulsée pays par pays au nom des traités signés par les gouvernements pro-capitalistes

des pays membres de l'UE et imposés aux travailleurs et à la jeunesse du continent.

« Le minimum » ? C'est pourquoi l'UMP s'est lancée dans la surenchère, offrant ainsi au gouvernement un épouvantail fort opportun pour imposer son projet en le présentant comme étant « de gauche ».

La « loi El Khomri » est la base d'une offensive qui saperait le Code du travail, entreprise par entreprise, organisant le dumping social, alors que tous les jours, les travailleurs subissent le chantage, la menace du licenciement, de la fermeture, de la délocalisation.



Manifestation à Paris le 12 mai 2016

La « loi El Khomri conduirait à l'aggravation des conditions de vie et de travail de millions, actifs ou retraités, travailleurs avec ou sans emploi, jeunes travailleurs en formation, lycéens ou étudiants.

Voilà en quoi la Commission européenne et le gouvernement Hollande-Valls-Cazeneuve-El Khomri considèrent que cette loi scélérate est un minimum qui doit être imposé à l'instar du Traité constitutionnel européen rejeté en 2005.

Riposter au niveau de l'attaque

C'est une chose entendue, malgré tout ce qui a été dit et fait contre la mobilisation, l'écrasante majorité des travailleurs et des jeunes continue d'exiger le retrait pur et simple de la « loi El Khomri » qu'on veut nous imposer à coup d'article 49-3, comme le « Jobs act » (sic), « loi sur l'emploi », a été imposée **en Italie** par un vote de confiance au parlement !

Oui, depuis près de 4 mois les travailleurs et la jeunesse unis contre la « loi El Khomri » combattent pour faire en sorte que la grève générale devienne une réalité, pour une manifestation nationale, pour concentrer la mobilisation contre le gouvernement.

Depuis près de 4 mois, **les travailleurs et les jeunes se heurtent à une politique**

de division et de dispersion orchestrée par des directions syndicales contestées par leurs bases, directions qui cherchent avec fébrilité le chemin de la table de négociation alors qu'elles doivent **rompre avec ce gouvernement au service du MEDEF** qui pratique l'invective, l'amalgame, la menace, l'intimidation, la provocation et organise la répression contre les manifestants, contre les syndicalistes.



Aussi, est-il besoin d'une « votation citoyenne » pour savoir que les travailleurs et les jeunes exigent le retrait pur et simple de la « loi El Khomri » ? L'urgence est-elle de préparer la présidentielle de 2017, de palabrer sur des « primaires à gauche » ou bien de porter la mobilisation à son plus haut niveau, la grève générale, pour infliger une défaite au gouvernement, au MEDEF, à la direction de la CFDT, à la Commission européenne et à la soi-disant Confédération européenne des

syndicats qui co-rédige ces directives anti ouvrières ? L'urgence est à la riposte !

Riposter à l'échelle de l'Europe

Les travailleurs d'Allemagne se mobilisent avec une détermination grandissante pour leurs revendications et contre la régression sociale : Deutsche Post, Deutsche Bahn, Amazon, Lufthansa... Ils sont de plus en plus nombreux à contester dans

les faits les conséquences des « loi Hartz » - du nom de l'ancien DRH de Volkswagen reçu à l'Élysée fin 2013 par Hollande - lois qui ont plongé un tiers des travailleurs d'Allemagne dans la pauvreté et la précarité.

Les travailleurs de **Belgique** se mobilisent contre un dynamitage des services publics et contre les 10 mesures, l'équivalent de la loi El Khomri, que le gouvernement Ch. Michel est prêt à imposer dès janvier 2017.

L'offensive des gouvernements, de l'UE et de ses institutions, contre les travailleurs nécessite une riposte à l'échelle du continent.

Parce qu'il faut en finir avec cette politique mise en œuvre à travers les traités de l'UE, le premier acte c'est d'imposer à ce gouvernement le retrait de la « loi El Khomri ».

Partout des assemblées générales devraient se tenir dans l'unité, des assemblées souveraines pour ouvrir la voie à la seule réponse que méritent les capitalistes, le MEDEF et leur gouvernement : la grève générale !

- Pour en finir avec la « loi El Khomri »,
- Pour la levée immédiate de l'état d'urgence,
- Pour en finir avec cette politique anti-ouvrière et anti-jeunes,
- Pour l'annulation de la dette,
- Pour l'abrogation des traités capitalistes de l'Union Européenne,
- Pour en finir avec ce gouvernement,
- Pour ouvrir une perspective vers un gouvernement pour et par les travailleurs !

*Paris, le 11 juin 2016
Le GSI, section française
de l'UIT-QI*

Air France : Le succès de la mobilisation du 27 mai impose le report du procès !

Par Griselda

La bataille pour la relaxe des syndicalistes CGT d'Air France continue et vient de connaître une nouvelle étape positive. Les rassemblements de soutien ont rassemblé des milliers de

militants, le vendredi 27 mai à Bobigny, mais également à l'aéroport de Marseille. **Sous la pression de la forte mobilisation, le Tribunal de Grande Instance de Bobigny a reporté le procès aux 27 et 28 septembre.**

Les fédérations n'ont

pas déposé de préavis de grève spécifique pour mobiliser massivement et faire de ce deuxième rassemblement un point d'appui dans la lutte pour la relaxe des camarades d'Air France, et des autres syndicalistes (notamment les Goodyear) qui subissent

aujourd'hui la répression syndicale.

Mais les syndicalistes se sont saisis de cette date et sont venus massivement soutenir leurs camarades ! Le rassemblement central à Bobigny, a rassemblé environ 2000 militants. Les dockers du

Havre étaient plusieurs centaines, les Unions Départementales CGT du Nord sont également venues, des délégations de l'est (notamment de Nancy) étaient venus en cars de leurs villes. C'est une nouvelle victoire.

La combativité était au rendez-vous.

L'intersyndicale du 93 regroupant la CGT, SUD, FO et FSU a été bousculée par les interventions luttés de classes des militants de terrain qui participent activement à la lutte contre la loi Travail et contre la répression.

L'intervention du secrétaire général du SNPL (Syndicat National des Pilotes) a été très claire : « *Nous ne laisserons pas nos camarades aller en prison. Nous serons*

solidaires jusqu'au bout ». D'autres interventions ont également été très positives, telles que celle des Goodyear (que nous reproduisons ci-dessous) et celle des

cheminots.

À Marseille, l'Union départementale CGT et les syndicats des transports aériens ont organisé une manifestation dans l'aéroport de Marseille. Ils étaient plusieurs milliers de personnes à défilé dans tout l'aéroport. Pour le secrétaire général du syndicat CGT Air France, « *nous ne laisserons pas la répression s'abattre sur nos camarades* », et de dénoncer un « *complot* », un « *traquenard* » pour piéger « *l'action de militants syndicalistes* ».



Rassemblement de soutien aux Air France le 27 mai 2016

Intervention de M. Wamen lors du rassemblement du 27 mai

« Ça fait du bien de se retrouver une nouvelle fois, pour venir dire combien **on est solidaires, non seulement des camarades d'Air France, mais de tous ceux qui aujourd'hui subissent des attaques en règle d'un gouvernement** qui est complètement à la rue.

Alors oui, ça va mieux Monsieur Hollande, ça va mieux pour nous la CGT.

Parce que le 14 juin, enfin, nous allons tous être dans la rue, au même moment, le même jour, pour la même cause.

Cette grève que nous attendons depuis tant de temps va enfin arriver, qui va nous unir au même endroit, le même jour, à la même heure pour mettre en échec ce gouvernement qui est complètement perdu.

Je pense qu'aujourd'hui, il se passe des choses exceptionnelles dans notre pays. Nous sommes regardés partout en Europe.

Car la loi Travail qui porte la loi El Khomri, n'est en réalité qu'une loi européenne qui partout où elle est passée a fait des centaines de milliers de suppressions de postes en plus.

Nous, les Goodyear, nous en sommes l'exemple type. Non seulement parce qu'on veut nous mettre en taule, et qu'on se bat pour ne pas y aller.

Mais également parce

que ce code du travail, qui est censé nous protéger, dont les patrons sont en train de décrier, n'a pas empêché la fermeture de notre usine et plus de 1143 salariés aujourd'hui au chômage, 800 d'entre eux qui n'ont pas trouvé de solution depuis qu'ils ont été licenciés.

Et nous les salariés protégés, qui le 30 juillet seront inscrits au pôle emploi sans aucune solution, sans aucun secours et sans aucun retour

qu'un nom : celui du CAPITAL, la soif du pouvoir, de ceux qui sont perdus.

Ce gouvernement qui est illégitime avec un premier ministre qui veut nous donner des leçons de démocratie. Lui il veut gouverner, alors que dans son propre camp il avait fait que 3%.

Alors il devrait faire une chose : fermer sa gueule et se barrer. Tu fermes ta gueule Valls !

Il va falloir arrêter de nous faire chier. Il va falloir arrêter de criminaliser. Il va falloir arrêter de détourner les gens de la réalité.

L'action des français aujourd'hui, est une action qui va aller à son terme. **Non seulement le projet El Khomri on le fout à la poubelle, et on obtient de nouveaux droits.** Ça fait vingt ans qu'on en prend plein la gueule.

J'ai un message particulier à faire passer à Berger : Berger je t'emmerde. Toi et ta CFDT de merde, je t'emmerde.

Moi je suis content de voir que toute la CGT, on va enfin revenir à la lutte des classes et qu'à partir du 14 juin on sera dans la rue. Et qu'on va rien lâcher et qu'on va leur péter la gueule s'il le faut.

Mes camarades d'EDF, mes camarades partout dans les comités de soutien : Merci beaucoup !

On sera ici une nouvelle fois en septembre aux côtés des camarades d'Air France.

J'espère que vous viendrez nombreux les 19 et 20 octobre à Amiens, parce que si on est condamnés, vous aussi vous êtes condamnés.

La CGT c'est tous ensemble ou rien. Merci. Bravo. À bientôt.

Et je le redis Valls ferme ta gueule ! »



Intervention de Wamen lors du rassemblement du 27 mai

possible sur un emploi industriel. C'est ça aujourd'hui la réalité que nous vivons.

Alors moi je suis fier des camarades d'Info Comm' qui nous ont aidé à créer une caisse de solidarité, qui en trois jours a récolté plus de 100 000 euros pour aider les camarades en grève dans les raffineries. Parce que nous aussi, on a les moyens de les faire tenir nos camarades. (...)

En réalité, notre condamnation, celle des Air France, des Goodyear, de tout ce peuple qui relève la tête est une dégradation qui ne porte

Y en a ras le bol d'entendre leurs conneries à la télé. Alors oui ! Oui ça va péter ! Oui ça va chier ! Oui on ira jusqu'au bout !

Et ceux qui s'offusquent de deux chemises de cadres d'Air France, qui ont monté un complot pour faire tomber nos camarades, comme nous avons été victimes d'un complot chez Goodyear. Parce que c'est la réalité.

Ceux qui aujourd'hui s'offusquent de ces chemises, vont vite s'offusquer de voir des millions de personnes dans la rue.

Toulouse : Un mois de mai placé sous le signe de la lutte contre la loi El Khomri

Par Mathieu

Depuis le début du mois de mars, les actions organisées par les travailleurs pour obtenir le retrait de la loi El Khomri se multiplient à travers tout le territoire : grèves, piquets, barrages, occupations, manifestations. Dans certaines villes et régions, la mobilisation des travailleurs et des jeunes est particulièrement importante, comme c'est le cas en Normandie, et plus particulièrement au Havre.

À Toulouse aussi, la mobilisation a été importante tout au long du mois de mai, ponctuée par une ou plusieurs manifestations hebdomadaires ainsi que par de nombreuses initiatives quasiment quotidiennes contre la loi travail. Les militants du GSI ont participé à ces actions, aux côtés des autres travailleurs.

Le jeudi 12 mai, une manifestation a réuni 12 000 personnes. Ce défilé était organisé deux jours après l'utilisation du 49.3 par le gouvernement, le 10 mai. À Toulouse près de 2000 personnes s'étaient alors rassemblées sur la place du Capitole. Le 11 mai, plusieurs centaines de personnes s'étaient rassemblées devant le siège de la section locale du PS. Ce rassemblement s'était soldé par une répression policière féroce et par l'arrestation de plusieurs manifestants. Le 12 mai, une partie du cortège a poursuivi sa marche au-delà du terme prévu de la manifestation – place Arnaud Bernard – jusqu'au commissariat central de Toulouse, situé à quelques centaines de mètres de là, sur

les bords du Canal du Midi.

Très vite, quelques 2000 personnes se sont rassemblées devant le commissariat, pour exiger la libération immédiate des 5 manifestants placés en garde à vue la veille. Au bout d'une heure, une délégation composée notamment de membres de la CGT sont ressortis du commissariat en compagnie et les manifestants libérés ont été reçus par des acclamations de la foule, montrant ainsi la force de la mobilisation unie des travailleurs et des jeunes.



Le jeudi 19 mai, près de 300 travailleurs et jeunes ont procédé au blocage des accès à l'aéroport de Toulouse Blagnac. Des délégations, entre autres, de la CGT Airbus, de la CGT Air France, ainsi que des syndiqués de la Ferc Sup CGT (Enseignement supérieur), de la CGT Educ-action 31, de l'Union Locale de Blagnac, et de l'Union Départementale de Haute-Garonne, ont installé des barrages sur les 5 ronds-points permettant l'accès à l'aéroport.

Il y avait également, des militants du syndicat Solidaires et de l'Union des Etudiants Toulousains. L'accès à l'aéroport a été bloqué pendant

près de 6 heures. Couplée à la grève chez Air France et chez les contrôleurs aériens, de nombreux vols ont été retardés ou annulés cette journée. L'après-midi, la manifestation organisée en centre ville a réuni près de 16 000 personnes.

Le jeudi 26 mai a été marqué par un net renforcement de la participation des travailleurs à la contestation contre la loi travail. Au petit matin près de 5 barrages ont été mis en place à différents points de la ville, notamment dans les zones

L'accueil des automobilistes a généralement été positif et les messages de soutien et d'encouragement ont été nombreux. On est bien loin de l'image véhiculée par les médias, avec ses automobilistes « excédés ». Là aussi, il y avait de nombreuses militants syndicaux CGT.

L'après-midi, on a pu constater un net regain de participation à la manifestation, avec plus de 20 000 travailleurs et jeunes mobilisés, dans un contexte de multiplication et d'élargissement des appels à la grève. C'est suite à cette journée de mobilisation dans tout le pays, que l'intersyndicale nationale a lancé son appel à une manifestation centralisée à Paris, pour le 14 juin.

Le jeudi 2 juin, en attendant la manifestation du 14 juin, le défilé hebdomadaire a réuni près de 8000 manifestants. Le cortège s'est rendu du palais de justice jusqu'au siège régional du Medef. Le 2 juin a également correspondu à l'entrée en mouvement des éboueurs.

Après la manifestation, un piquet de grève a été installé devant le centre de collecte des déchets des Raisins, près de la Gare, d'où partent les tournées qui desservent le centre de la ville. La mobilisation s'est poursuivie la semaine suivante avec l'installation de barrages devant la plate-forme logistique de Leclerc, à Tournefeuille dans la banlieue Toulousaine le 8 juin. Le 10 juin, le dépôt de carburant de Lespinasse, dans le nord de Toulouse, a été bloqué par surprise par des militants de la CGT.

industrielles de Labège et de Basso Cambo, ainsi que sur plusieurs échangeurs de la rocade. À chaque fois plusieurs centaines de manifestants, travailleurs et étudiants étaient présents.

Dans la zone industrielle de Basso Cambo, où se trouvent notamment les sites industriels de Continental, Thalès, Cap Gemini, près de 200 personnes ont installé un barrage pour distribuer des tracts aux travailleurs qui passaient en voiture, les informer et les inciter à rejoindre la mobilisation et à participer à la manifestation de l'après-midi.

GSI jeunes : Notre bilan d'étape et nos perspectives

Par Julinho et Loïc

Trois mois viennent de s'écouler depuis la manifestation du 9 mars, qui avait sonné le début de la lutte pour le retrait de la loi El Khomri. Depuis le début, les jeunes du GSI interviennent sur leurs lieux d'étude et de travail. Quel bilan d'étape pouvons-nous dresser de notre intervention dans cette lutte en cours ?

Intervenir dans la lutte de classe pour pousser à la mobilisation large des jeunes

Nous nous sommes saisis de tous les leviers en notre possession pour faire connaître notre politique, et pour mobiliser de façon toujours plus large : discussion avec nos camarades de classe et nos collègues, distribution de tracts, affichage, réunions publiques du GSI dans les facs (à Paris III, Nanterre et Toulouse) ; intervention dans les Assemblées Générales, les Comités de mobilisation, les Coordinations Régionales (Île de France) et Nationales, dans les manifestations... ainsi que dans les syndicats dans lesquels nous sommes syndiqués.

Par exemple, nous avons fait le constat qu'en manifestation, peu de cortèges de facs avaient des banderoles se positionnant explicitement pour le retrait de la loi. Du coup les cortèges d'universités étaient clairsemés.

À la Coordination des facs de région parisienne du 1er avril, grâce à l'intervention de nos militants, les délégués de Paris 3 avaient le mandat de proposer que les cortèges de fac parisienne défilent derrière une même banderole qui se prononce explicitement pour le retrait de la loi.

Cette proposition a été adoptée et le comité de mobilisation de Paris 3 a été chargé de faire cette banderole. La suite, on la connaît : cette banderole a été un point de repère pour de nombreux étudiants en manifestations, qui ont défilé derrière elle. Elle a été énormément prise en photo et diffusée. Elle a fait la Une du Parisien et nous l'avons aussi publiée en Une de notre journal L'Internationaliste.



Des réunions pour l'action

Par notre intervention concrète sur le terrain de la lutte des classes, nous nous sommes fait connaître auprès de jeunes travailleurs, lycéens, et étudiants (De Nanterre, Paris III, de Toulouse, mais aussi de l'EHESS, d'écoles d'ingénieur...), qui ont ensuite voulu venir à nos réunions publiques pour savoir ce qu'est la section française de l'Unité Internationale des Travailleurs.

Quasiment chaque semaine depuis le début de la lutte, à Nanterre, Paris III ou Toulouse, une réunion publique du GSI se tient. Celles-ci ne sont pas des réunions de formation abstraite. Elles sont au contraire un moyen de s'armer pour intervenir sur le terrain.

Par exemple, face à la propagande et au pessimisme qui est répandu par les médias,

les organisations satellites du PS, et le patronat, il est important d'être organisé pour produire un contre-discours, et pour combattre les pratiques qui visent à empêcher l'organisation indépendante des jeunes.

C'est pour cela que nous avons élaboré collectivement lors de la réunion publique de Nanterre du 23 mars, le tract-manifeste « Il faut des AG massives et

d'être en grève, tous ensemble, au même moment, et de centraliser le mouvement à Paris : là où se trouve le pouvoir politique et ses institutions.

Nous ferons tout pour que cette date soit une réussite, c'est pourquoi là où nous sommes nous devons nous saisir de la date du 14 juin pour appeler à la grève et à la mobilisation !

L'Unité Internationale des Travailleurs a pris l'initiative de faire du 14 juin une journée internationale de mobilisation contre la loi El Khomri dictée par l'Union européenne capitaliste. Ce jour-là l'Unité Internationale des Travailleurs appelle à manifester devant les représentations françaises à l'étranger en solidarité avec les travailleurs et les jeunes ici en France !

On voit également que c'est la grève illimitée de secteurs clefs de l'économie, comme les ports, les raffineries, les transports... qui changent la nature du combat que nous menons. C'est pour cela que nous avons commencé à récolter des fonds dans les facs afin d'alimenter les caisses de grèves des travailleurs.

Plus nous aurons les moyens d'intervenir, plus nous pourrions peser en positif sur cette mobilisation pour aller jusqu'au retrait de la loi El Khomri. C'est pourquoi nous appelons tous ceux qui lisent ces lignes à rejoindre le GSI, section française de l'UIT-QI.

démocratiques ». Puis lors de la réunion du 30 mars à Paris III : « La victoire est possible ». Ces tracts ont été très bien reçus par les étudiants, répondant à leurs interrogations.

Les jeunes qui sont venus à nos réunions, étaient pour la plupart impliqués dans la mobilisation, ou ont eu envie de s'impliquer. Parmi les étudiants présents, la plupart ont aussi un boulot à côté de leurs études. Ainsi pour eux, la loi El Khomri a déjà des conséquences très concrètes sur la vie de tous les jours : la précarité.

Quelles perspectives ?

Nous nous félicitons que le 14 juin, une date de manifestation centralisée à Paris ait été imposée par les bases (en particulier les Goodyears) aux directions syndicales bureaucratiques. Il est d'une importance cruciale

Tous ensemble en grève et à Paris le 14 juin pour la Grève générale jusqu'au retrait total de la loi El Khomri !

Relaxe de tous les manifestants et militants syndicaux inculpés !

La lutte continue pour le retrait de la loi El Khomri à Toulouse

Par Sophie
Correspondante pour le GSI

Une dernière Assemblée Générale s'est tenue à l'université du Mirail, au début du mois de mai et a réuni près de 200 étudiants. Il s'agit d'un chiffre important étant donné la fin des cours et la période des examens. Les étudiants sont venus pour discuter des alternatives, des actions à mener, pour continuer à se battre pour le retrait de la loi travail.

Pendant cette Assemblée Générale, il a été décidé par les étudiants de rejoindre le collectif « y'a pas d'arrangement ». Le collectif

« y'a pas d'arrangement » est formé d'Attac 31, DAL Toulouse 31, Nuit debout Toulouse, CIP (Intermittents et Précaires), et de lycéens et d'étudiants. Ce collectif mène des actions coups de poings et forme le cortège « Nox vox » et « nuit debout » lors des manifestations.

A plusieurs reprises, « Y'a pas d'arrangement » en lien avec la CGT a envahi ou occupé des endroits symbolisant le « capitalisme ». Ils ont notamment bloqué McDonald's, la Fnac, des péages de Vinci, l'aéroport de Toulouse. Ils ont empêché la tenue d'un meeting de l'ancienne ministre PRG,

Sylvia Pinel qui devait se tenir à Toulouse.

Ils ont également réalisé des barrages filtrants dans le centre et aux entrées de la ville de Toulouse, lors des journées de mobilisation, afin d'informer les usagers des manifestations en cours contre la loi travail. A chaque fois, ce sont plusieurs centaines de personnes qui participent à ces actions. Malgré la fin de l'année scolaire, la période d'examen, les étudiants sont toujours présents en nombre aux côtés des travailleurs pour obtenir le retrait.

Le gouvernement tente d'enterrer la lutte en continuant d'utiliser la répression pour

essayer de faire peur et de décourager les militants. Les arrestations et violences se multiplient, mais les étudiants et travailleurs lutteront jusqu'au bout ! Grâce à la mobilisation unie des travailleurs et des jeunes, plusieurs jeunes militants ont été relâchés.

Nous, GSI continuons à intervenir dans ces initiatives et continuons à exiger : le retrait de la loi El Khomri ! La levée immédiate de l'état d'urgence et l'arrêt de toutes les poursuites envers les militants politiques, syndicaux et associatifs !

Talon Diffuseur	Je m'abonne à l'Internationaliste, bulletin du GSI
Nom	4 RUE CHARDANNE - 93310 PRÉ SAINT GERVAIS
Prénom	Abonnement à partir du n° Renouvellement : <input type="checkbox"/>
Adresse	Mme, M. ¹ NOM : Prénom :
	Adresse :
	Code Postal : Ville :
	Courrier électronique :
	Facebook ² :
	Téléphone :
	À Date :
Code Postal	Remise militante / Envoi postal ¹
Ville	Tarifs : Pour 6 numéros, 12 € (16 € en soutien) ou pour 12 € numéros, 24 € (30 € en soutien) ¹
Durée	Signature obligatoire
Du N°	- Frais d'envoi par la Poste en 1ère catégorie compris.
Au N° :	- Tarif valable pour la France métropolitaine uniquement.
	- Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.
	- Abonnement souscrit par correspondance : paiement par chèque uniquement. Chèque à l'ordre d'APLIDO, chèque tiré sur un compte ouvert auprès d'une agence bancaire située en France.
	¹ Rayer les mentions inutiles.
	² Facultatif



Amérique Latine : La crise des gouvernements « progressistes »

Article extrait de la revue *Correspondance Internationale* numéro 38

Par Miguel Sorans

Ce qui aujourd'hui domine en Amérique latine, c'est le débat sur les raisons de la crise et du recul des gouvernements dits « progressistes ». La crise la plus importante est la crise du gouvernement de Maduro et le déclin du chavisme qui a été battu aux élections en décembre dernier.

Cela s'ajoute à la grave crise de Dilma-PT au Brésil, à l'échec électoral du péronisme K (en référence aux Kirchner) en Argentine et d'Evo lors du référendum en Bolivie. Ils prétendent que leurs échecs seraient dus à des « campagnes de la droite » et même à un « coup d'état » au Brésil.

Face à la débâcle électorale du chavisme, le premier dirigeant à s'exprimer pour justifier ce recul politique a été Nicolas Maduro, expliquant que la cause en était une « guerre économique » lancée par « l'empire ». García Linera, vice-président de la Bolivie, a assuré qu'il y avait une « grande vague contre-révolutionnaire » et que « la souveraineté latino-américaine est menacée ». Mais également, que les États-Unis, la Russie et l'Arabie Saoudite avaient orchestré cette « guerre économique » à cause du prix du pétrole⁽¹⁾. Rafael Correa, président de l'Équateur, en vient même à

parler du « nouveau Plan Condor »⁽²⁾.

Le professeur argentin Atilio Borón s'est rangé à l'avis de Maduro en affirmant qu'une « guerre économique tenace existe, lancée par l'empire »⁽³⁾. Mais il n'en est pas resté là. Borón a défini l'organisation des élections comme « un piège » (...) Puis il en est venu à demander: « jusqu'à quel point des élections libres peuvent-elles être organisées dans les conditions existantes au Venezuela ? », prenant comme exemple la suspension des élections au Royaume-Uni en 1940 due à l'éclatement de la Deuxième Guerre Mondiale.



D. Rousseff, N. Maduro, C. Kirchner
les représentants de la "gauche progressiste"

Borón émet la téméraire hypothèse qu'il faudrait « penser que peut-être d'autres voies à l'accès et au maintien du pouvoir peuvent être plus effectives et fiables que les élections »⁽⁴⁾. Quelles autres voies ? Borón envisage-t-il déjà l'idée qu'au Venezuela et dans d'autres pays il n'y ait plus d'élections et qu'il puisse y

avoir alors des auto-coups d'État pour se maintenir au pouvoir ?

Les causes réelles de la crise politique

Dans la question même soulevée par Borón se trouve la vraie cause de la crise de ces gouvernements pseudo-progressistes. Il faut en chercher les causes dans le rejet généralisé des masses provoqué par les ajustements appliqués par ces gouvernements.

La réalité, c'est que ceux-là même qui ont déclenché la « guerre économique » contre le peuple

nostalgique !

José Mujica, ex-président de l'Uruguay et du Frente Amplio, s'est montré un peu plus sincère quand il a dû répondre à des questions sur le recul de ces gouvernements. Il n'a pas parlé de « guerre économique ». Sur son ton habituel, il a simplement dit : « La gauche de la région a fait des "sottises" ». Pour nous les « sottises » signifient l'application de politiques anti-ouvrières et d'ajustements économiques subis par le peuple.

La question principale est le fait que ce sont des gouvernements de conciliation de classes qui de plus ont un double discours. Ils n'ont rien de « progressiste ». Ils emploient les mots « national et populaire » mais ils n'ont pas rompu avec les multinationales et les grandes entreprises.

Ce qui a échoué pour les masses, c'est la théorie selon laquelle ces gouvernements allaient mieux redistribuer les richesses. C'est l'échec du discours de la construction du « Socialisme du XXIe siècle » au Venezuela, de la construction du « Socialisme Andin » en Bolivie ou du « modèle national et populaire » en Argentine.

Ces gouvernements ont connu une période d'essor entre 2003 et 2010, dans une conjoncture de prix élevé des

matières premières (...). Mais il n'y a pas eu de changement structurel. Ces « modèles nationaux et populaires » sont devenus un mensonge politique et cette conjoncture de développement relatif des prix s'est terminée avec pour bilan plus de bénéfices pour les multinationales et plus de pauvreté pour les peuples.

Durant les deux dernières années, la crise économique du capitalisme mondial a fortement affecté la région avec la chute des prix des matières premières (du pétrole, du gaz, des céréales, des minéraux). Face à cette situation, ces gouvernements ont répondu aux effets de la crise avec des plans d'ajustement contre la classe travailleuse et les peuples. Ni avant, ni après les effets de la crise, ces gouvernements n'ont changé la structure capitaliste semi-coloniale de leurs pays.

Les attentes disparaissent

Ces gouvernements étaient arrivés au pouvoir avec une attente très forte des masses et comme résultat d'un processus de montée révolutionnaire qui a culminé avec « l'Argentinazo » de 2001. L'ensemble de la région était dans un processus de mobilisation.



Manifestation de Izquierda Socialista en Argentine

C'est pourquoi ces gouvernements ont canalisé le refus de l'impérialisme et des multinationales et entraîné un tournant à gauche. Au Venezuela, le processus en 1989 du « Caracazo » a été

canalisé par Hugo Chávez.

Dans le cas du Brésil, l'arrivée au pouvoir de Lula et du PT n'a pas été exactement le fruit d'une semi-insurrection populaire. Il s'agit plutôt d'un processus de plus de vingt ans de mobilisations et de grandes grèves - depuis les années 80 et la chute de la dictature -, avec l'apparition du PT et de la CUT. Tous étant des processus déterminants de la classe ouvrière brésilienne.

A partir de 2010, les luttes contre ces gouvernements commencent. Et, il y a eu un processus de rupture des attentes des masses. Le fait le plus remarquable a été le « Gasolinazo », en Bolivie, qui à la fin de 2010 a pratiquement provoqué une crise révolutionnaire sur le point de renverser Evo Morales.

Alors que ce dernier avait décidé l'augmentation du prix du carburant, les gens lui ont dit « *ou tu retires l'ajustement ou tu te retires* ». Et Evo Morales s'est trouvé dans l'obligation d'annuler l'augmentation. À partir de ce moment-là, en Amérique Latine, on constate d'un côté l'application d'ajustements de plus en plus marqués tandis que, d'un autre côté, commence un processus de luttes et de mobilisations contre ces gouvernements.

En 2012, il y a eu la première grève générale contre le gouvernement péroniste de Cristina Kirchner, qui avait réussi pendant huit ans à contenir le mouvement des masses (...). En 2013, il y a eu

la première grande révolte au Brésil à cause des « tarifs ». Une révolte populaire de caractère national avec des pics de tension à Sao Paulo et à Rio de Janeiro. Une mobilisation comptant des millions de jeunes et de travailleurs



En Bolivie, les manifestants subissent une répression violente

descendus dans la rue pour lutter contre l'augmentation des « prix », s'exprimant sur la crise sociale et affichant un rejet global du gouvernement.

Au Venezuela, en 2014, il y a eu une grande grève à Sidor (ex-Techint) qui a mobilisé près de 15 000 travailleurs pendant presque dix mois. Le Pérou a connu des mobilisations paysannes contre les entreprises minières et une grande mobilisation victorieuse des jeunes, avec pour épicerie Lima, contre la loi instaurant le contrat de travail jeune. Quant au Chili, il a connu des années durant d'impressionnantes mobilisations pour une éducation publique gratuite.

La confrontation sociale et le problème de la direction politique

Un des débats existants à partir des triomphes électoraux de secteurs conservateurs est s'il existe un « virage à droite » des masses.. Nous considérons centralement que c'est un vote « sanction ». Des millions de travailleurs ont voté le « nez bouché » pour des options de centre - droit. C'est là le résultat de la confusion que produit l'échec des gouvernements de conciliation de classes.

Il est évidemment très

négatif que surgissent des gouvernements de droite ou pro-impérialistes. Mais nous considérons qu'il n'y a pas de tournant à droite dans le sens où la lutte des classes ne s'arrête pas. Aucun échec important ne s'est produit.

L'Amérique Latine continue, avec ses inégalités, à être le théâtre de la confrontation sociale.

Le processus de mobilisation continuera contre tous les gouvernements qui poursuivront les ajustements, y compris les conservateurs comme ceux de la Colombie et de l'Argentine. Ce processus de confrontation sociale s'accroîtra. La perspective : de nouvelles crises politiques des gouvernements et des régimes. Et tout au long de ce processus, nous continuerons à nous battre pour des gouvernements des travailleurs pour des changements profonds dont l'Amérique Latine a besoin.

Dans cette perspective, et devant le nouvel échec des projets politiques de conciliation des classes, se pose à nouveau la question stratégique de la lutte pour construire une véritable direction socialiste révolutionnaire.

1. Conférence de presse au Palais du Gouvernement, le 10 décembre 2015.

2. Paru dans le journal Clarín, Argentine, le 19 mars 2016.

3. Selon le média d'information alternative *Cuba Debate*, le 7 décembre 2015.

4. Idem.

France, 14 juin, journée de solidarité internationale ! Vive la lutte des travailleurs et des jeunes !

Déclaration de l'UIT-QI à l'occasion de la manifestation du 14 juin 2016 en France

Les grèves et les mobilisations contre la tentative du gouvernement « socialiste » de Hollande de détruire la législation du travail, avec la nouvelle loi travail « El Khomri », continuent de grandir soutenues par 70% de la population. Après trois mois de lutte, celle-ci s'étend avec force.

Chaque semaine il y a une nouvelle série de grèves et, dans les dernières semaines, les grèves se sont généralisées dans les transports, dans l'industrie, dans le nucléaire, chez les électriciens. Ces derniers ont inauguré une manière nouvelle de protester en coupant l'électricité aux quartiers riches, tout en offrant l'électricité aux quartiers ouvriers et pauvres.

Le Parti Socialiste est divisé et un secteur important est contre la loi. Hollande et Valls (président et premier



Manifestation à Paris contre la loi Travail le 12 mai 2016

ministre) sont à seulement 14% de popularité.

Les travailleurs et la jeunesse de France sont un grand exemple de combat contre les ajustements capitalistes qui prétendent faire payer la crise de l'Union Européenne (UE) et du monde à ceux « d'en bas ». C'est pourquoi, nous, les socialistes révolutionnaires, soutenons cette lutte en exigeant le retrait de la loi El Khomri et la levée immédiate de l'état d'urgence.

Pour en finir avec ce

gouvernement et cette politique anti-ouvrière et anti-jeunes, afin d'ouvrir une perspective vers un gouvernement des travailleurs, nous exigeons l'annulation de la dette et l'abrogation des Traités capitalistes de l'UE.

Affaibli à tous les niveaux, le gouvernement se maintient uniquement grâce à la complicité des directions bureaucratiques syndicales qui refusent d'organiser la grève jusqu'au retrait de la loi. Mais les appels à la grève jusqu'au

retrait total se multiplient, en particulier dans les transports, et les jeunes se radicalisent.

Les bases syndicales ont fait pression sur la direction de la CGT et ont obtenu que celle-ci appelle à une journée nationale de mobilisation et à une grande manifestation unitaire à Paris le 14 juin. L'UIT-QI appelle à soutenir cette mobilisation des travailleurs et de la jeunesse et appelle à une journée internationale de solidarité ce même jour. Nous appelons en particulier à manifester devant les ambassades et les consulats français, en appui à la lutte des travailleurs et des jeunes de France.

**Ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise !
À bas la Loi de flexibilité du travail !
Grève général jusqu'au retrait total !**

Sommaire



• Édito

- L'Union Européenne et le gouvernement à la croisée des chemins p.2

• Lutte des classes

- Revue de presse sociale p.3
- Grève générale pour en finir avec cette politique p.4
- Air France : le succès de la mobilisation du 27 mai impose le report du procès p.5
- Intervention de M. Wamen lors de la mobilisation du 27 mai p.6
- Toulouse : un mois de mai placé sous le signe de la lutte contre la loi El Khomri p.7

• Jeunesse

- GSI Jeunes : notre bilan d'étape et nos perspectives p.8
- La lutte continue pour le retrait de la loi El Khomri à Toulouse p.9

• International

- Amérique Latine : la crise des gouvernements "progressistes" p.10
- France, 14 juin, journée de solidarité internationale !
Vive la lutte des travailleurs et des jeunes ! p.12